

LE FORUM INTERNATIONAL DES INVESTISSEURS SOULIGNE LE BESOIN DE RÉFORMES



Les intervenants dans les débats ont rappelé le rôle capital de l'État dans l'amélioration du climat des affaires.

Njartiana Rakotomahina

Organisé du 4 au 6 décembre par l'agence parisienne Malet and Malet, dirigée par Saholy Malet, cette première édition intervient alors que le nombre de visas d'investisseurs a chuté à 201 au 30 septembre 2014 après avoir atteint les 1 052 en 2013.

Par Tsirisoa Rakotondravoavy
tsirisoa@ecoaustral.com

Le ministre de l'Industrie chargé du secteur privé, Jules Etienne Rolland, a soutenu l'initiative de ce premier « *forum des investisseurs à Madagascar et en Afrique* » en soulignant le « *besoin pressant du pays en investissements étrangers* ». À l'heure actuelle, la Grande île dépend surtout du secteur minier qui pèse plus de 60% de son PIB en 2014 mais qui a subi un ralentissement mondial.

Saholy Malet a organisé des rencontres B to B entre investisseurs et porteurs de projets internationaux et malgaches. Ces rencontres confidentielles ont vu la participation d'investisseurs représentant des fonds étrangers comme Dominique de Tassigny de ANTs Management Ltd, Cheick Keita de la Chambre

d'initiative pour le développement des investissements des groupements en Afrique, Joël Brocquet du Carrefour des acteurs sociaux chargé du partenariat eurafricain et de l'artiste Emmanuelle Vidal de Fonseca, fille du célèbre artiste Doutra Seck, représentant la Maison des Arts Doutra Seck. Ces investisseurs ont préalablement choisi un secteur où des porteurs de projets leur ont été présentés par l'agence Malet and Malet. L'autre volet du forum a consisté en des débats ouverts dans la nef centrale de l'hôtel du Louvre, à Tananarive.

NÉCESSITÉ D'AMÉLIORER LE CLIMAT DES AFFAIRES

Des invités comme Patrick Pisal Hamida, directeur général de Telma, partenaire du forum et Michel Barré, patron d'Orange Madagascar, ont souligné d'une même voix la menace que pourrait constituer l'arrivée annoncée d'un quatrième opérateur de télécoms. Michel Barré a souligné qu'un « *marché pesant 300 millions d'euros en moyenne annuelle n'est pas ouvert pour un autre opérateur alors que l'État malgache fait payer aux opérateurs présents une taxe à plus de 40%, la deuxième d'Afrique* ». Pisal Hamida, pour sa part, a rappelé que les opérateurs ont dépensé des sommes énormes en infrastructures et aussi pour leur alimentation en énergie. Les opérateurs de téléphonie et d'Internet ont d'ailleurs rappelé qu'ils sont les investisseurs les plus actifs sur la Grande île et qu'ils tiennent un rôle central dans le développement, la croissance économique et surtout dans la sécurisation globale des investissements du pays.

Les intervenants dans les débats ont souligné le rôle capital de l'État dans l'amélioration du climat des affaires. L'allègement des taxes pour les nouveaux investisseurs a été évoqué alors que l'État a fait un geste en fin d'année 2014 en décidant d'exonérer jusqu'à 50% les taxes sur les nouveaux investissements.

Joël Brocquet, du Carrefour des acteurs sociaux, a insisté sur l'utilité de la prise en main de l'organisation des collectivités décentralisées pour la gestion commune des investissements, notamment en termes de ressources naturelles locales, et surtout dans la gestion des redevances locales, en particulier dans les projets miniers et pétroliers. Cheick Keita a relayé cette idée de mettre en avant les ayants droits locaux en parité avec le gouvernement central pour un nouveau partage des richesses. Des problématiques qu'on retrouve dans d'autres États d'Afrique. Ces invités ont d'ailleurs partagé leurs expériences dans d'autres pays du continent où des réformes ont été mises en œuvre par les gouvernements. L'État malgache a entrepris une réforme des textes régissant les projets miniers, notamment en matière de délivrance des permis. Madagascar vient de délivrer à nouveau la possibilité de demander des terrains domaniaux pour l'agribusiness, après des années de gel. Mais tous les intervenants du forum sont unanimes sur l'idée que ces actions de l'État ne seront pas suffisantes tant que toutes les réformes nécessaires ne seront pas initiées. Le problème relève souvent d'une volonté politique, d'autant plus que la gouvernance à Madagascar présente une instabilité permanente. Comme vient de le montrer la démission en bloc du gouvernement de Roger Kolo.

UN PROJET DANS LES MICRO ALGUES

Parmi les projets les plus porteurs présentés lors du forum, celui de Nick Richard Ratsimbazafy dans les micro algues a éveillé l'intérêt de certains investisseurs. Nick Richard Ratsimbazafy est d'ailleurs membre du comité directeur de l'IMI (Institut malgache de l'innovation).